

Le document DIAL D 612 du 17 avril 1980 sera consacré à l'assassinat de Mgr Romero et à ses obsèques sanglantes

D 611 COSTA RICA: POLEMIQUE AUTOUR D'UNE GREVE

Le Costa Rica va-t-il lui aussi être touché par la "déstabilisation" de l'Amérique centrale? Rare pays au monde, sinon l'unique, à ne pas avoir de budget militaire, le Costa Rica vient de connaître un fort accès de fièvre sociale et politique. Suite à une grève sévère dans les bananeraies, du 21 décembre 1979 au 17 janvier 1980, une véritable psychose anti-communiste a fait son apparition. C'est le chef de l'Etat en personne, M. Rodrigo Carazo, qui a lancé une vigoureuse polémique en ce sens par la radio et la télévision, en particulier dans ses discours des 7 et 14 janvier. Il faut rappeler que l'élection de M. Carazo, en février 1978, avait mis fin à trente ans de social-démocratie.

Débordant les milieux politiques classiques, la polémique s'est élargie aux milieux ecclésiastiques, avec une lettre ouverte de vingt-quatre prêtres et religieuses s'élevant vigoureusement contre "le ton incendiaire" des propos présidentiels. Ce à quoi répondit le président de la République par une lettre ouverte aux signataires, lesquels écrivaient une nouvelle lettre ouverte au président.

Nous donnons ci-dessous cet étrange échange public de correspondance.

Sommée de prendre position, la conférence épiscopale répondait le 30 janvier 1980 par la voix de son président, Mgr Arrieta: "En ce qui concerne la lettre ouverte adressée par un groupe de prêtres, de religieux et de religieuses au premier mandataire de la nation, pour lui reprocher ce qu'ils estiment être de sa part une manière forte de parler au cours d'un de ses récents discours, nous regrettons sincèrement leur attitude; mais nous ne trouvons dans cette lettre aucune adhésion personnelle ou aval donné à l'idéologie marxiste, laquelle est pour eux comme pour nous et pour tout membre de l'Eglise, sous de nombreux aspects, incompatible avec notre foi et donc inacceptable".

Note DIAL

1- Déclaration du président de la République à la télévision
(14 janvier 1980) (Extraits)

(...)

Alors que les costaricains travaillent et luttent pour leur bien-être et pour celui du Costa Rica, les délinquants menacent notre société et le pays se voit dans l'obligation de lutter contre le pire des maux de notre temps: le communisme international qui conspire contre la paix sociale, contre l'économie, contre la vie républicaine, contre tout ce que nous sommes en tant que costaricains et contre tout ce que le peuple veut être.

Nous devons savoir, cependant, qu'il y a une différence essentielle entre délinquants et communistes. Les délinquants, eux, se situent dès le départ en dehors de la loi, contre la loi; alors que les communistes entendent se prévaloir de la loi, de nos libertés, de notre démocratie, de tous les biens spirituels et matériels que notre peuple a créés au long de son histoire. Pour atteindre son objectif qui est d'en finir avec notre démocratie, avec ce que le Costa Rica a été, est et veut être, le communisme international se sert de la loi costaricaine. Il élit des députés en se prévalant des garanties accordées par la Constitution; une fois élus et protégés par l'immunité parlementaire, ils jurent de respecter et d'appliquer la Constitution et les lois. Mais ces députés violent la loi, portent atteinte aux institutions, attaquent les tribunaux, critiquent les juges, font du tort aux travailleurs, cherchent à en finir avec notre démocratie et s'emploient à détruire nos valeurs et traditions nationales.

Que les costaricains se rappellent, devant ce qui se passe, de la vieille expression "communisme à la costaricaine" avec laquelle on a cherché à tromper le peuple, lequel, par bonté naturelle, a eu tendance à minimiser certaines actions des communistes. L'expression "communisme à la costaricaine" a servi à certains adeptes du communisme international à s'habiller comme d'une peau de mouton, à certains communistes de la vieille garde à se faire une place dans le domaine politique national et dans l'esprit de quelques ingénus.

Le Parti communiste costaricain, l'Avant-garde populaire, le Peuple uni ou tout autre nom selon l'opportunité, est au service du communisme international; il est au service de l'Union soviétique (1). Et il fonctionne sous la direction d'éléments entraînés dans un but évident de subversion nationale. Les communistes ne retiennent que ce qui les sert selon le cas, ce qui va dans le sens de leurs intérêts, de leur domination politique. Ils se prévalent de la légalité pour essayer d'imposer l'illégalité; ils se servent de la paix pour imposer la violence; ils utilisent le mensonge au mépris de leur condition humaine, tout cela en faveur de leurs maîtres.

(...)

Cette grève (des bananeraies) n'est pas une grève quelconque. Elle a une portée et une signification particulières. Elle constitue un fait unique dans l'histoire de nos institutions par rapport à des travailleurs affiliés à des syndicats manipulés par le Parti communiste costaricain.

Quel est ce fait? C'est que le gouvernement a donné raison aux travailleurs dans le cadre de la convention collective, et que la Standart Fruit Company a respecté la décision du gouvernement en faveur des travailleurs. Quant aux communistes, au lieu de suspendre la grève conformément aux exigences de la raison et de la justice, ils se sont excités et leur réponse a consisté à étendre la grève à d'autres régions du pays et à d'autres secteurs d'activités; leur réponse a consisté à provoquer la violence et à essayer d'étendre la grève aux services publics. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas supporté que le triomphe des travailleurs vienne de la loi, de la justice, de la raison; ils n'ont pas accepté que le gouvernement ait accédé aux demandes des travailleurs en donnant raison à ceux qui en faisaient preuve.

(1) En août 1979, deux diplomates soviétiques avaient été expulsés de Costa Rica (NdT).

Pourquoi? Parce que leur objectif n'est pas et n'a jamais été le bien-être des travailleurs. Leur objectif est politique: c'est la recherche du chaos, de la folie, de l'appauvrissement des travailleurs, de la liquidation de la justice. Les communistes montrent clairement que ce qu'ils veulent c'est un gouvernement à leur dévotion, un gouvernement qui leur soit soumis par complicité, par peur ou par pression, et non pas un gouvernement en accord avec les institutions du pays. Ils veulent un gouvernement qui obéisse aux ordres que lui transmet le communisme international par l'intermédiaire des communistes locaux.

(...)

Je vous le répète: les communistes savent que les costaricains ne cherchent pas les affrontements et qu'ils sont d'accord pour avancer pas à pas. C'est la conséquence aussi bien de la paresse de certains ou du désir de la plupart "d'arranger tout de suite les choses", que de la complicité des gouvernements. Ce qui est sûr c'est que, pendant des années, ils n'ont pas contenu l'avancée des communistes. Je le dis au peuple de Costa Rica: depuis le 8 mai 1978 (2) c'en est fini de la complicité avec les communistes. C'est parce que nous sommes opposés à eux qu'ils nous combattent. Les communistes connaissent notre position résolue et c'est pour ça qu'ils ont lancé dans la bataille tout ce qu'ils ont, et jusqu'à leurs vieux dirigeants. Ils ont sorti ceux qui pouvaient berner un certain nombre de gens en leur faisant croire qu'il pouvait vraiment y avoir "des communistes à la costaricaine". Mais leur manière de parler, leurs arguments et les évidences que révèlent leurs déclarations et leurs actes nous montrent que leur souci c'est d'être au service de l'Union soviétique et de chercher à faire tomber tous les pays démocratiques dans l'orbite de l'impérialisme soviétique.

Le monde entier sait que le Costa Rica est l'un des rares pays à respecter totalement les droits de l'homme. La revue nord-américaine Time, du 24 décembre 1979, publie en page 18 un article dans lequel il est fait état des quelques pays du monde qui respectent ces droits; parmi eux il y a le Costa Rica; les autres, parmi lesquels ne sont pas rangés les Etats-Unis parce que la peine de mort y est en vigueur, sont respectivement l'Autriche, l'Islande, le Luxembourg, la Norvège, les Fidji, les Bahamas, les Bermudes et le Canada. En tout, neuf seulement pour l'ensemble du monde.

Les communistes s'emploient à faire tomber les nations pacifiques dans la violence pour pouvoir dire que le système démocratique ne sert à rien et que le monde doit aller au communisme.

(...)

2- Lettre ouverte de 24 prêtres et religieuses au président de la République, après son allocution du 14 janvier
(Publiée dans La Nación du 20 janvier 1980)

En tant que prêtres et religieuses costaricains nous ne pouvons, en conscience, demeurer silencieux après votre discours du 14 courant.

La violence verbale dont vous avez abondamment fait usage est une incitation à d'autres violences. Renforcer les antagonismes, encourager

(2) date de prestation de serment du président de la République actuel (NdT).

la discrimination idéologique et susciter le fanatisme n'est pas la voie appropriée pour maintenir l'unité de la famille costaricaine.

Des attitudes comme celle que vous avez adoptée sont une atteinte à la démocratie et à l'esprit chrétien car elles paralysent la vie entre ceux qui ne pensent pas de la même façon. Si le président de la République n'épuise pas toutes les possibilités de dialogue, s'il traite de non costaricains et d'ennemis de la patrie ceux qui ne pensent pas comme lui, quel recours existe-t-il alors pour trancher dans les conflits du travail? Certainement pas la répression policière.

Monsieur le Président, le ton incendiaire de votre discours est parfaitement étranger à la manière d'être costaricaine. Si vous vous livrez à un sérieux examen de conscience, vous devrez reconnaître que cela ne convient pas à un chef d'Etat. Nous sommes extrêmement préoccupés du fait que ce discours puisse marquer le début d'un style de gouvernement sous le signe de l'intolérance. Ce dont le pays a besoin c'est d'une attitude de conciliation, inspirée de l'évangile. Pour reprendre les paroles de Mgr Román Arrieta, archevêque de San José et président de la conférence épiscopale, "il serait antipatriotique de refuser de parler avec ceux qui viennent à nous, quelle que soit leur idéologie".

Respectueusement.

Père Walter Marchena Cordero
Père Gerardo Brenes
Père Edwin Baltodano Guillén
Père Oscar Manuel Lépez Villegas
Frère Jorge Arturo Chaves o.p.
Père Francisco Cruz Cruz
Père Francisco Vargas Alvarado
Frère Enrique Montero Umaña o.f.m.
Soeur Carmen Estrada Céspedes o.p.
Frère Juan Chaves Jiménez o.f.m.
Soeur Amable Corrales Valverde
Diacre German Cordero Salazar
Frère Guillermo Chaves Pochet o.p.
Frère Montero Barrantes o.f.m.
Soeur Luz Mejía Vallejo assumption
Père Guido Villalta Loaiza
Frère José Armando Robles Robles o.p.
Père Asdrúbal Alfaro Soto
Frère Bernardo Hidalgo Hernández o.f.m.
Frère Miguel Picado Gatjens o.p.
Frère VERNOR Rojas Contreras o.p.
Père Alfonso Quirós
Père José Herrera Salas
Frère Rolando Mora Zelada o.f.m.

3- Lettre ouverte du président de la République en réponse à la lettre précédente

La réception de milliers de messages de soutien de la part des citoyens costaricains démocrates, parmi lesquels des prêtres et des adversaires politiques, à l'occasion de la grève déclenchée par le Parti d'avant-garde

populaire, pourrait me dispenser du devoir de répondre à la lettre ouverte de vingt-trois prêtres, deux frères et deux religieuses, lettre dans laquelle les signataires expriment leur opinion contraire à la position légale qu'a prise le gouvernement de la République, en défense de l'état de droit, de la liberté, de la démocratie et du bien-être des travailleurs.

L'esprit de cette lettre qui vient s'ajouter à l'éditorial injuste de "Eco Católico" de dimanche dernier, les deux étant la copie fidèle du manifeste d'un parti politique, m'oblige à répondre. Je le fais non pas pour justifier l'attitude du gouvernement de la République, mais pour dénoncer deux dangers: la peur de prendre la défense des valeurs démocratiques face à une pénétration communiste due à un éphémère succès électoral, et la confusion entre intérêts politiques et religieux mal définis à propos de la question si importante du respect de la loi et du maintien des principes démocratiques.

Si certains, "appelés" par leur ministère sacerdotal à être la lumière du monde et le sel de la terre, ne donnent pas publiquement le témoignage de leur détermination dans la sauvegarde des principes chrétiens contre toutes les formes de totalitarisme, s'ils gardent le silence, s'ils prennent directement ou indirectement la défense de ceux qui foulent aux pieds la constitution, la loi et la liberté, que peut bien alors espérer le peuple de Dieu? N'est-ce pas là un scandale condamné à plusieurs reprises par l'Eglise?

L'éditorial d'"Eco Católico", dans sa prise de position sans équivoque, ne reflète pas la pensée de l'Eglise en la matière mais celle de son directeur qui donne l'impression d'être un ignorant ou un homme de mauvaise foi. S'il se trouve être un ignorant, il attende à l'éthique journalistique au titre de laquelle personne n'a le droit de porter un jugement sur ce qu'il ignore ou sur ce qu'il déforme volontairement pour le faire entrer dans ses catégories. S'il s'avère qu'il est de mauvaise foi, il est temps que quelqu'un vérifie le contenu de cet hebdomadaire, non point pour lui imposer une censure mais pour en faire l'expression authentique de la pensée chrétienne et un instrument de formation des fidèles.

Je suis sérieusement préoccupé par le fait qu'un groupe de prêtres puisse déformer les événements, en croyant faussement servir certains intérêts, mais sans prendre garde que l'utilisation de leur ministère est l'une des erreurs les plus véhémentement stigmatisées et condamnées par les papes. Un prêtre a le droit de n'être pas d'accord et de critiquer, mais il ne doit pas déformer la réalité ni condamner ceux qui n'ont commis que le péché d'appeler les choses par leur nom.

Vous vous plaignez du ton de mon discours contre les communistes. Je vais donc commenter quelques-unes des phrases de votre lettre ouverte.

1) "En tant que prêtres et religieux costaricains nous ne pouvons, en conscience, demeurer silencieux après votre discours du 14 courant".

En conscience, vous dénoncez donc, dans mon discours, la condamnation que j'ai faite de la pénétration communiste, de l'utilisation des travailleurs par les communistes, de la poursuite d'une grève illégale préjudiciable aux travailleurs après que le gouvernement ait donné raison

à ces derniers, des préjudices considérables que cette grève a causés à l'économie nationale, de l'outrage fait aux juges de la République, de l'insolence envers les tribunaux, de la tentative de sédition, de la menace de paralysie de l'économie costaricaine. Si ces flagrants délits, ces attentats contre la vie nationale n'émeuvent pas votre conscience de prêtres et de religieuses ni ne vous font vous opposer aux communistes, mais vous font au contraire vous prononcer indirectement en leur faveur, alors nous sommes sur des positions diamétralement opposées du point de vue démocratique et chrétien.

2) Je respecte profondément votre conscience. Je n'hésite cependant pas à faire une distinction entre la liberté de conscience et la conscience éclairée. Vous savez bien, en tant qu'hommes de Dieu et connaisseurs de la morale, qu'il ne suffit pas d'agir selon la conscience. Il faut aussi que cette conscience soit bien formée et que, sur les questions essentielles, elle ne soit pas la prise facile d'une morale de situation ou de l'idole d'une pseudo-objectivité identifiant l'objectivité et la neutralité ou cherchant la voie la plus facile quand les principes sont en danger. Une telle attitude pourrait être qualifiée d'antithèse du christianisme.

3) "La violence verbale dont vous avez abondamment fait usage est une incitation à d'autres violences."

Cette expression, je la considère comme une attaque personnelle. Ce disant, vous reprenez à votre compte le système de défense de certains adversaires politiques qui qualifient de violence verbale la désignation objective de graves erreurs commises au cours des années précédentes (3). Je suppose donc que cette phrase n'est autre chose que l'expression d'un sentiment politique personnel. Vous confondez énergie et violence. A ce qu'il semble, vous voudriez que, face à une grève illégale et dirigée par le Parti d'avant-garde populaire, le gouvernement reste les bras croisés tandis que l'économie et les institutions sont en train de sombrer.

On connaît les chemins de la tragédie d'une nation. D'abord surgissent l'illégalité et l'arbitraire des extrémistes. Puis, si le gouvernement s'y oppose et défend l'état de droit, on l'accuse de militarisme et de répression; s'il cède en concédant tout aux extrémistes ou aux communistes, le pays s'effondre et on accuse le gouvernement de faiblesse. Entre ces deux extrêmes, il existe un moyen terme: le dialogue et, donc, l'application de la loi quand il est porté atteinte aux valeurs fondamentales de la nation. Je suppose que, pour vous, l'expulsion des marchands du temple a été un acte de violence physique, donc critiquable. Conformément au contenu de votre lettre, Jésus aurait dû permettre aux marchands de continuer à vendre dans le temple. En d'autres termes je crois que la liberté, la démocratie, la dignité, le bien commun, le sens national et l'essentiel doivent toujours être défendus, sans crainte ni hésitation.

Quand il s'agit de fautes privées qui ne sont pas préjudiciables à l'intérêt national, le devoir du chrétien consiste à couvrir son prochain avec le manteau du pardon et de l'amour, à l'imitation de Sem et Japhet envers leur père Noé. Dans le cas des communistes de la grève des bananeraies, il ne s'agissait pas d'un ordre moral mais de l'ordre légal. C'eût été de ma part de la lâcheté ou de l'indifférence morale que de ne pas élever la voix et de ne pas agir conformément à la loi. Je rappelle à ce

(3) Critique du régime social-démocrate précédent (NdT).

propos le triste rôle joué par certains dirigeants politiques européens face au nazisme, ou celui d'hommes politiques de pays voisins face à Somoza. Je pourrais me taire face à la pénétration communiste et aux désordres qu'elle provoque, ou bien céder et transiger, tout comme j'aurais pu "collaborer" avec Somoza (4). Certains m'auraient peut-être applaudi. Mais ce n'est pas là mon engagement envers le peuple costaricain. Si le christianisme avait été timoré ou indifférent, il n'aurait pas survécu et les chrétiens auraient pactisé avec leurs persécuteurs; ils auraient reçu les honneurs de Néron, mais il n'y aurait pas eu de martyrs. Cela signifie qu'il y a un moment dans la vie, inévitablement, où il faut sauvegarder l'essentiel sans céder, voire en s'opposant, afin de préserver la liberté, c'est-à-dire la civilisation.

Il conviendrait peut-être aussi de répéter les phrases "violentes" du Christ à l'adresse des pharisiens, c'est-à-dire ceux qui font de leur position une affaire, ceux qui ne considèrent que la lettre et pas l'esprit. Jésus les a traités d'hypocrites et de sépulcres blanchis. Le pape Jean-Paul II s'est sans doute inspiré de cette énergie sans calcul en proposant comme slogan pour 1980: "La vérité, force de la paix". La vérité c'est d'appeler les choses par leur nom; ce n'est pas le mensonge ni le double jeu ni les euphémismes. Je rappelle encore cette phrase de la Bible: "Que n'es-tu froid ou chaud! Parce que tu es tiède je te vomirai de ma bouche". La démocratie a sombré dans de nombreux pays à cause de la tiédeur de nombreux démocrates, davantage intéressés à courir après les applaudissements faciles qu'à défendre courageusement leurs croyances et leurs principes.

4) "Si le président de la République n'épuise pas toutes les possibilités du dialogue, s'il traite de non costaricains et d'ennemis de la patrie ceux qui ne pensent pas comme lui, quel recours existe-t-il alors "pour trancher dans les conflits du travail?"

Par cette critique vous faites preuve de manque d'information et d'une évidente déformation des mots. En premier lieu, n'y-a-t-il pas eu dialogue et patience inépuisable de la part du gouvernement au cours de cette grève? N'êtes-vous pas au courant que le dialogue a duré plusieurs semaines, alors que raison avait été donnée aux travailleurs, que la Standard Fruit Company avait été obligée d'accepter la position gouvernementale le 27 décembre, et que les dirigeants communistes annonçaient que la grève continuait, ce qui veut dire qu'ils n'acceptaient ni la raison ni la justice ni la loi ni rien du tout? Je vous prie de lire les journaux, de regarder la télévision ou d'écouter la radio avant de porter de tels jugements qui laissent mal augurer de ceux qui, par nécessité, devraient être informés. Loin de moi l'idée que vous ayez pu déformer volontairement les faits!

En second lieu, je n'ai pas traité les communistes d'ennemis de la patrie "parce qu'ils ne pensaient pas comme moi", mais bien parce qu'ils conspiraient contre l'économie, contre les lois, contre les intérêts et les droits des travailleurs. Ramener le combat démocratique contre le communisme à une affaire de vanité personnelle est une injustice et exprime l'intention de nuire, ce qui ne convient pas à ceux qui ne doivent pas s'écarter de la vérité.

(4) Allusion au fait que le Costa Rica a fermé les yeux sur la présence sur son territoire de guérilleros nicaraguayens avant la chute de Somoza (NdT).

5) "Nous sommes extrêmement préoccupés du fait que ce discours puisse marquer le début d'un style de gouvernement sous le signe de l'intolérance."

N'ayez aucune crainte. Je sais faire la distinction entre la tolérance, qui est l'expression civile de la vertu chrétienne d'humilité, et l'intolérance. Nous devons tous être tolérants et fraternels envers le prochain mais intolérants vis-à-vis de la méchanceté. J'ai juré de défendre et de promouvoir la démocratie et la liberté. Je suis dans l'obligation de rendre un pays plus riche encore dans ses valeurs et ses principes, qui ne soit pas détruit ni anéanti par les communistes, lesquels obéissent aux consignes en provenance de Moscou et ^{son} appliqués, ainsi que le démontre la lecture rapide de tout tract communiste, à détruire nos valeurs et nos principes. Il est parfois utile de retourner aux sources doctrinales du christianisme, mais d'étudier aussi les sources qui inspirent l'adversaire.

6) "Ce dont le pays a besoin, c'est d'une attitude de conciliation inspirée de l'évangile."

L'Évangile n'oblige pas aux accommodements avec les ennemis de la liberté. Si ceux-ci ne respectent pas les lois du pays, si pour eux une puissance impérialiste étrangère vaut davantage que le Costa Rica, s'ils attentent à l'économie nationale, s'ils entendent dénaturer l'éducation nationale, s'ils contrôlent les points vitaux de l'économie, s'ils se moquent des lois et des tribunaux et si, enfin, ils essaient par tous les moyens de détruire notre pays, alors il n'est pas approprié de se réclamer de l'Évangile pour soutenir de telles attitudes. Il faut parfois brandir le fouet de la loi pour attirer l'attention des marchands du temple. Si les communistes, ou n'importe qui d'autre, étaient loyaux envers nos lois et nos principes, nous parlerions de conciliation; en ce cas, et en ce cas seulement, il serait valable de citer la phrase que, en la déformant, vous reprenez de Mgr Arrieta. Mais si les communistes se mettent en marge de la loi, s'ils conspirent contre le Costa Rica, alors comme gouvernant, comme chrétien et comme costaricain, je dois agir conformément à mes responsabilités. Voilà une attitude évangélique!

Et puisque vous citez l'Évangile, comme il serait profitable, dans vos considérations sur la liberté, d'approfondir et de ressasser les milliers de textes des papes contre le communisme, face auquel l'Église catholique n'a été ni tendre ni opportuniste!

Le meilleur exemple de cette attitude lumineuse et virile, pour tout dire chrétienne, c'est l'actuel pape Jean-Paul II qui nous le donne. En quels termes énergiques il condamne l'opportunisme politique! Comme il en appelle à la cohérence chrétienne et avec quelle virulence il condamne trois erreurs actuelles: celle des hommes politiques qui prétendent domestiquer l'Église, celle des prêtres qui prétendent domestiquer l'État et celle des hommes d'Église qui mettent leur position au service des hommes politiques. Ce que j'admire chez le pape Jean-Paul II, c'est son courage exceptionnel à l'heure où ce sont les timorés qui règnent, ainsi que son attitude ouverte et révolutionnaire sur l'accidentel mais tellement ferme et radicale sur l'essentiel. C'est que, mes chers Pères, l'essentiel doit être conservé et défendu à tout prix.

J'en termine. Toute politique repose sur l'idée élémentaire de "ce qui est le plus souhaitable dans la vie". Pour le chrétien, cette perspective fondamentale relève du domaine de la foi. Pour un gouvernant, chrétien ou

non, elle relève de la loi et du maintien de l'unité politique de la nation comme moyens indispensables de l'obtention de la justice et du bien-être. Il n'est pas dans mes obligations de faire de l'Etat l'instrument de la religion, mais il m'appartient de faire un Etat dans lequel sont respectés les principes fondamentaux tirés du christianisme comme base du sens national, et de sauvegarder la liberté du costaricain comme condition la meilleure pour l'épanouissement de la religion. Le communisme est par essence l'ennemi de la liberté. Il est donc et a toujours été l'ennemi de la religion. Vous me critiquez pour le ton de mon discours et vous oubliez l'essentiel. Je combats avec les costaricains pour que les communistes ne nous enlèvent pas l'essentiel, dont la préservation vous permet avantageusement de critiquer le président de la République parce qu'il défend la loi et parce qu'il s'oppose à la pénétration communiste. Comme je l'ai déclaré dans mon discours que certains qualifient d'"incendiaire", nous tenons à continuer d'adorer Dieu et de parler espagnol.

Merci pour l'occasion publique que vous m'avez offerte de parler par lettre avec vous.

Avec mes meilleures salutations.

Rodrigo Carazo

4- Deuxième lettre ouverte des 24 prêtres et religieuses au président de la République

Nous, prêtres et religieuses, qui avons manifesté notre désaccord sur le ton de violence verbale de votre discours du 14 janvier, n'avons à aucun moment prétendu défendre une idéologie déterminée ou un parti politique précis. A cette occasion, nous ne nous sommes pas prononcé sur la légalité et l'opportunité de la dernière grève dans les bananeraies, malgré que nous ayons, comme prêtres et religieuses, le droit et l'obligation de défendre les travailleurs les plus humbles.

Il s'ensuit que la réponse que vous nous avez adressée tombe dans le vide. Elle est tout simplement hors sujet. Elle crée de plus la confusion dans l'opinion publique par la présentation qu'elle fait de nous en nous suspectant de liens partisans ou idéologiques, ce qui contribue à fausser l'attitude chrétienne qui a présidé à notre intervention.

Les raisons qui nous ont poussés, Monsieur le Président, doivent, à vos yeux et à ceux de l'opinion publique, être parfaitement claires et libres de toute suspicion. Ce qui est en jeu et qui se trouve au centre de nos préoccupations c'est la volonté décidée des costaricains de préserver la paix et l'harmonie sociale, conjointement avec les divergences d'opinion. Il s'agit de sauvegarder et de renforcer la tradition démocratique propre à permettre l'édification d'une société pluraliste, dans le plus grand respect de la personne et de l'opinion des autres, ainsi que le reconnaît la Constitution de notre pays.

Cette qualité de notre peuple a, par exemple, fait qu'au Costa Rica aucun assassinat politique n'a été commis au cours des trente dernières années, réalité extrêmement significative dans une Amérique centrale caractérisée par la répression systématique et l'intolérance, lesquelles sont pratiquement toujours alimentées par "l'anticommunisme".

Nous maintenons que des attitudes comme celles manifestées dans votre discours sont une menace contre cette volonté de paix et favorisent l'éclosion d'un climat de guerre sainte. Renforcer les antagonismes, favoriser des peurs irrationnelles devant des opinions nouvelles ou divergentes, agiter l'épouvantail du communisme dans la riposte aux conflits sociaux, c'est porter atteinte à nos traditions de concorde.

L'argument n'est pas recevable selon lequel il convient de distinguer entre la méchanceté et le méchant pour justifier l'intolérance. La manipulation des sentiments et l'encouragement au fanatisme ne sont susceptibles d'aucune justification. La distinction subtile que vous faites est une atteinte aux droits de l'homme. Elle sert à assimiler l'adversaire politique au délinquant de droit commun. Aussi est-elle inapplicable en politique et dans le domaine social. Cette distinction n'est pas non plus valable dans l'état de droit dans lequel il n'appartient ni à un groupe idéologique donné ni à une personne donnée, fût-elle le président de la République, de déterminer qui sont, à un moment donné, les délinquants.

Enfin, en ce qui concerne les critères qui doivent nous guider dans l'exercice de notre ministère de prêtres et de religieuses, c'est à l'Eglise qu'il appartient d'en décider en fonction de ses propres sources d'inspiration et de son magistère.

Respectueusement.

(signé: les mêmes que la
lettre du 20 janvier)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441